



05/08/2026

Canicules, incendies, sécheresses : la catastrophe climatique est là !

Mobilisons-nous pour sortir du système capitaliste qui nous détruit, *construisons ensemble* une société respectueuse de la planète où il fait bon vivre

Sur les 53 épisodes recensés après 1947, 28 ont eu lieu depuis 2011, dont 4 pour la seule année 2026. Les vagues de canicule depuis mai sont à l'origine de plus de 6000 morts, et sans aucun doute, ce bilan va s'aggraver de façon considérable d'ici la fin de l'été.

Pour la première fois depuis le début des mesures en 2013, 99 Départements sont placés sous surveillance en raison de la sécheresse, dont 64 comptent au moins une zone placée en situation de crise, le niveau d'alerte le plus élevé. 30 % des petits et moyens cours d'eau sont asséchés, selon le BRGM (bureau de recherches géologiques et minières).

Près de 120 000 hectares de végétation ont brûlé depuis le début de l'année. En Gironde, les incendies ont dévasté plus de 42.000 hectares, détruit 240 maisons et provoqué l'évacuation de 220.000 personnes. 110 blessés et quatre morts sont à déplorer parmi les pompiers engagés dans la lutte contre les incendies.

Les scientifiques, le mouvement altermondialiste et les associations citoyennes, la jeunesse ont alerté pendant plus de 30 ans sur les conséquences écocidaires des politiques menées : premier rapport du GIEC en 1990, sommet de la Terre à Rio sous l'égide de l'ONU en 1992, premières marches pour le climat en 2014 (100 000 personnes à New York, 40 000 personnes à Londres, 15 000 à Berlin et Paris), en 2018 et 2019 « Fridays for Future » dans le monde entier où des jeunes, lycéens, collégiens, étudiants se sont mobilisés pour le climat à la suite de la grève scolaire lancée par Greta Thunberg.

Les conséquences écocidaires des politiques menées sont maintenant sous nos yeux : la catastrophe climatique est là.

C'est le résultat des politiques menées en faveur de l'extractivisme financier et industriel, à la source des désastres actuels. Ces politiques ont été accompagnées par des décennies de campagnes climato-négationnistes, financées par les grands groupes liés aux combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon), relayées par des groupes politiques proches de la Droite et de l'extrême-droite.

Après les terribles incendies en 2022, le Président Emmanuel Macron avait promis de remplacer les véhicules vieillissants. Au final, la perte de 1000 engins entre 2004 et 2020 n'a pas été compensée, l'âge moyen des 12 Canadairs est de 30 ans, et seulement 7 sont opérationnels. En 2024, une réduction de budget de 50 millions d'euros pour la sécurité civile a provoqué l'annulation de la commande de deux Canadair supplémentaires. Les SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) étouffent sous les politiques d'austérité, leur dette atteint 1.4 milliards, il manque 15 000 pompiers professionnels, en plus des quelque 44 000 actuellement en poste et des 200 000 volontaires. Lorsque les pompiers manifestent pour demander des moyens, comme à Lille en janvier dernier, ils se font réprimer par les forces de l'ordre, le dialogue se résumant à gaz contre extincteurs.

La nouvelle loi Duplomb a été adoptée le 21 juillet 2026, facilitant la construction d'ouvrages de stockage d'eau, y compris en zones humides, qui sont des zones clés pour la biodiversité, supprimant l'obligation de réunions publiques pour leur autorisation environnementale. En pleine sécheresse et alors que les incendies font rage !

Le Pouvoir ne recule devant rien pour permettre au capital d'accumuler toujours plus de richesses, malgré la catastrophe, et cela quoi qu'il nous en coûte.

Soutenir le taux de profit des grands groupes apparaît plus important que prendre soin des personnes et de la planète. Face aux 100 milliards de dividendes versées en 2025 par les seules entreprises du CAC40, soit une croissance de 55% en 4 ans, qui chiffrera le coût pour la société de ces milliers de morts ? La responsabilité du pouvoir dans la situation actuelle est majeure.

Face aux enjeux écolo-climatiques, il est vital de construire collectivement une alternative politique, pour une société une société respectueuse de la planète où il fait bon vivre.

La situation exige de tourner sans attendre la page de la fuite en avant écocidaire imposée par les capitalistes aux populations :

- arrêt immédiat des productions basées sur les énergies fossiles et débouchant sur la continuation des émissions de gaz à effet de serre, de l'agriculture productiviste et des transports les plus polluants !
- arrêt immédiat des investissements financiers et bancaires vers ce type de productions ;
- reconversion écologique et autogestionnaire massive de ces productions vers des productions d'utilité sociale et écologique, décidées et gérées par les travailleurs et les travailleuses, les citoyens et les citoyennes des territoires concernés ainsi que leurs organisations associatives et syndicales !
- ouverture de forums citoyens ouverts à toutes et tous permettant de débattre et décider de « que produire, comment produire, pour répondre à quels besoins ? »